FAMINE, RENCHÉRISSEMENT DES DENRÉES

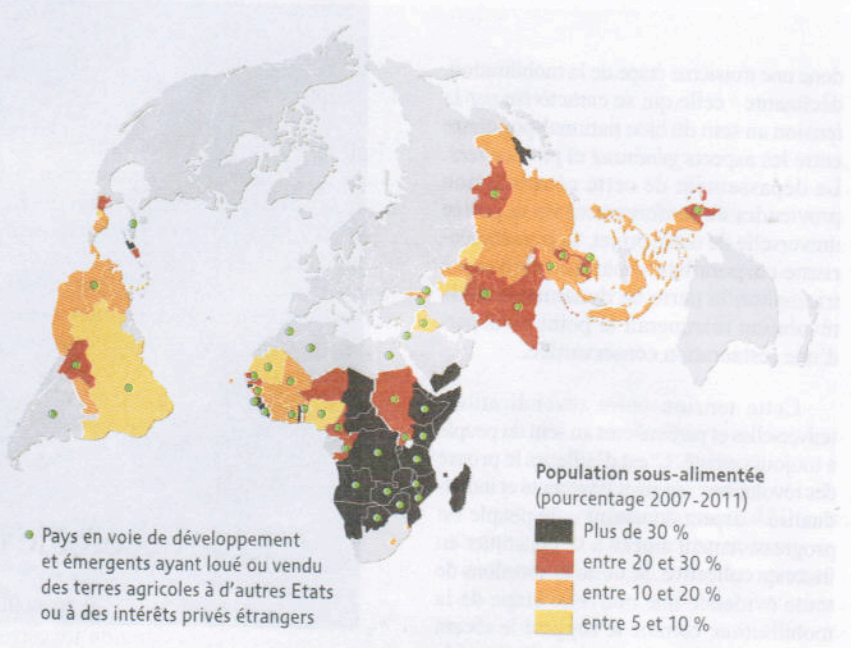
Banque mondiale encourage

fait d'un moindre accès au foncier et à l'eau, marginalisation, vulnérabilité alimentaire.

Mais, contrairement aux espoirs des théoriciens libéraux et aux promesses des investisseurs, ces inconvénients ne constituent pas de simples « coûts de transition » vers un avenir meilleur. En effet, de l'aveu même de la Banque mondiale, les retombées économiques sont limitées (5). On assiste au contraire à une destruction nette d'emplois liée au remplacement d'agricultures familiales mobilisant prioritairement l'énergie humaine par des systèmes latifundiaires fondés, justement, sur la réduction du facteur travail. En outre, ces enclaves agricoles « modernes » soutiennent peu le marché local dans la mesure où elles recourent à l'importation d'intrants. Enfin, elles ne contribuent pas à l'autosuffisance alimentaire puisqu'il s'agit avant tout d'exporter. L'Ethiopie, où sévit actuellement la famine, est aussi l'un des pays les plus prisés par les investisseurs fonciers étrangers. Depuis 2008, 350 000 hectares ont été alloués par le gouvernement, qui projette d'en céder 250 000 autres en 2012.

Par conséquent, comment concilier ce qui semble inconciliable, d'une part l'idéologie du marché et de l'investissement libres, et d'autre part la réduction de la pauvreté, qui passe par un soutien aux agricultures familiales ? L'aporie peut être levée, pensent les organismes internationaux, en appelant à investir de manière plus « responsable ». La Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization, FAO), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont ainsi édicté, en janvier 2010, les « sept principes pour un investissement agricole responsable qui respecte les droits, les moyens d'existence et les ressources » *(lire l'encadré)*.

Mais ces principes demeurent dans la lignée des politiques libérales. Ainsi, les problèmes sont d'abord vus comme les conséquences d'un manque de transparence (le « voile du secret »), de défaillances locales (les « Etats à lois faibles » ou « insuffisamment préparés »), d'une insuffisante consultation des parties prenantes (notamment les populations



Sources : Programme alimentaire mondial (PAM) ; Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ; « Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010 », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Unocha) ; Banque mondiale, « Rising global interest in farmland », septembre 2008 ; International Food Policy Research Institute (Ifpri) ; farmlandgrab.org

(1) Lire Joan Baxter, « Ruée sur les terres africaines », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.

(2) www.grain.org

(3) Banque mondiale, « Rising global interest in farmland. Can it yield sustainable and equitable benefits ? », Washington, DC, septembre 2010.

(4) Banque mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement », Washington, DC, septembre 2008.

(5) Banque mondiale, 2010, *op. cit.*